

La tentation illibérale du retour du contrôle des prix en France



Article rédigé par *Valeurs actuelles*, le 13 octobre 2023

Source [Valeurs actuelles] : **CHRONIQUE**. Stigmatisant tantôt la grande distribution, tantôt les pétroliers, Bruno Le Maire espère soutenir le pouvoir d'achat des ménages par l'encadrement des prix. L'histoire a montré les conséquences néfastes possibles de ce choix.

On n'aurait peut-être jamais imaginé le pouvoir macroniste en digne héritier du socialisme à la française. Et pourtant, de pressions de la rue en retournement idéologique, ce sera finalement le gouvernement actuel qui historiquement, en trente ans, se sera le plus rapproché du logiciel économique mitterrandien du début des années 1980 ; après sa frénésie de contrôle des prix, le changement de majorité en 1986 marquera enfin une transformation radicale. Il y a trente-sept ans, le 1er décembre 1986, la France rompaît solennellement avec le dirigisme économique, pour reprendre le terme de l'ancien ministre des Finances René Mayer, grâce à l'ordonnance Balladur.

Bruno Le Maire tente de financer la consommation décimée par l'inflation

Ces derniers mois, l'inflation, non complètement endiguée mais désormais aux alentours de 4 %, incite les politiques à vouloir imposer des mesures de restriction sur certains produits. Maniant la carotte (législative) et le bâton (médiatique), Bruno Le Maire s'évertue depuis des mois à stigmatiser tantôt les [grands distributeurs](#), tantôt les raffineurs, afin de montrer aux consommateurs que le gouvernement a les moyens d'agir et maîtrise la situation. Via des aides, Bruno Le Maire tente en fait de financer indirectement cette consommation décimée par l'inflation, mais il aimerait bien sûr retrouver des marges de manœuvre au niveau des prix observés par le consommateur.

[Lire la suite](#)

13/10/2023 01:00